
Declassified and Approved For Release 2012/04/27 : CIA-RDP82-00457R007400310006-4

**L'EDIFICATION DU SOCIALISME
OU LE RAFFERMISSEMENT DES ELEMENTS
CAPITALISTES DANS LES CAMPAGNES ET
LES VILLES**



**L'ABSENCE DE PRINCIPES
EN TANT QU'ARME DANS LA LUTTE
POUR LES „PRINCIPES“**

BEOGRAD

Declassified and Approved For Release 2012/04/27 : CIA-RDP82-00457R007400310006-4

Declassified and Approved For Release 2012/04/27 : CIA-RDP82-00457R007400310006-4

Édité par JUGOSLOVENSKA KNJIGA — Beograd

Declassified and Approved For Release 2012/04/27 : CIA-RDP82-00457R007400310006-4

L'EDIFICATION DU SOCIALISME OU LE RAFFERMIS-
SEMENT DES ELEMENTS CAPITALISTES DANS LES
CAMPAGNES ET LES VILLES

Dans la Résolution du Bureau d'Information notre Parti est accusé de rompre avec la théorie marxiste des classes et de la lutte des classes; il y est affirmé qu'en Yougoslavie s'accroissent les éléments capitalistes, et cela particulièrement aux villages. Il y est dit encore que le Parti ignore la différenciation des classes à la campagne et considère les paysans individuels comme un tout unique, que dans le Parti règne le point de vue opportuniste d'une intégration pacifique des éléments capitalistes au socialisme, que le Parti en Yougoslavie est éduqué dans l'esprit de l'apaisement de la lutte de classes et de l'effacement des contradictions de classes, et enfin, qu'il se tient sur la ligne du parti des populistes, du parti des koulaks.

Il suffit de comparer ces assertions à la ligne politique de notre Parti, qui fut suivie et l'est encore dans les campagnes, aux mesures prises en vue de limiter les éléments capitalistes et à la lutte menée contre eux — pour se rendre compte combien ces assertions sont dénuées de fondement et jusqu'à quel point on ignore les problèmes de notre village et la ligne observée par notre Parti au village.

La majeure partie de la population yougoslave est employée dans l'agriculture, et la paysannerie constitue sa couche sociale la plus nombreuse. Si l'on y ajoute que la production agricole est pratiquée dans deux millions de petites propriétés terriennes, que nous avons hérité

une agriculture arriérée du point de vue technique et dévastée par la guerre, que la paysannerie a consenti, au cours de la guerre et de la lutte de Libération nationale, d'énormes sacrifices tant matériels qu'en vies humaines — on peut se faire une idée de la grande importance que le problème du village a revêtu et revêt encore pour notre Parti dans la période de rénovation et du passage à la construction du socialisme.

Lors de la réglementation de nombreux problèmes touchant le village ainsi que de ceux relatifs à son incorporation dans l'édification socialiste, le PCY n'a point abandonné la thèse marxiste-léniniste de la lutte des classes à la campagne. La pratique même, c'est-à-dire la lutte des classes qui s'est développée et se développe encore pratiquement dans les villages sous des formes toujours plus aiguës, montre nettement qu'il y existe une différenciation des classes, qu'il n'est et ne peut être question chez nous d'intégration pacifique des éléments capitalistes du village au socialisme. Il existe de nombreux documents du Parti et de l'Etat — articles, discours, lois, décrets et règlements — prouvant que le Parti a poursuivi et poursuit encore la lutte des classes dans les campagnes. Cette lutte contre les éléments capitalistes a pour but de limiter leurs tendances à l'exploitation et à la spéculation, d'arrêter leur renforcement économique et d'empêcher qu'ils prennent des positions dans les coopératives agricoles, les organes du pouvoir populaire et autres ainsi que dans les organisations de masse à la campagne. C'est là un long et dur combat; les 15 années de lutte que l'Union soviétique a dû mener pour limiter les éléments capitalistes aux villages avant de les collectiviser en sont la preuve. Il est vrai que les éléments capitalistes réussissent de-ci de-là à déjouer les mesures prises par l'Etat, à opposer de la résistance à la ligne suivie par le Parti au village, mais prise dans son ensemble ladite lutte se développe au profit du renforcement des positions de la paysannerie laborieuse et du secteur socialiste de l'économie nationale à la campagne.

Quiconque est tant soit peu informé de la lutte que notre Parti poursuit au village ne saurait affirmer que dans ce Parti règne, en ce qui concerne les campagnes,

un esprit »de suffisance et d'insouciance«. Tant dans ses positions théoriques que dans la propagande et la pratique, le PCY a toujours observé et continue d'observer la ligne de la lutte contre les éléments capitalistes dans les campagnes.

Dans »Le Communiste«, organe théorique du CC du PCY, qui désigne la ligne politique non seulement aux membres du Parti, mais aussi au cadre dirigeant de l'appareil étatique et aux organisations sociales, la position du CC du PCY à l'égard du village apparaît comme suit: »Nous devons nous attendre de la part des éléments exploités appartenant au secteur privé à une lutte acharnée contre les intérêts économiques généraux du peuple, contre les efforts des secteurs étatique et coopératif profitables aux larges masses du peuple. Quant à la partie travailleuse du secteur privé, nous pouvons et nous devons nous attendre de son côté à une coopération des plus étroites avec le secteur national de l'économie. Celui qui ne saisit pas tous ces faits n'est capable de comprendre quoi que ce soit de notre vie économique.« (»Le Communiste«, № 1, octobre 1946 — B. Kidritch: Le caractère de notre économie.)

Parlant des coopératives agricoles qui englobent nos masses paysannes, le camarade Kardel souligne également la différenciation des classes et la nécessité qui s'impose de lutter contre les éléments capitalistes au village; il part, ce faisant, de la thèse de Lénine selon laquelle la petite exploitation engendre le capitalisme et la bourgeoisie: »Tant que des éléments capitalistes existent dans notre économie — et ils y existent, bien que leur rôle aille toujours diminuant — il serait illusoire et fort erroné de prétendre que le danger du développement capitaliste des coopératives a cessé, c'est-à-dire que les coopératives agricoles du vieux type évolueront automatiquement vers le socialisme... En dépit de toute une série de mesures que nous avons prises dès le début, en ayant présent à l'esprit les thèses théoriques sus-indiquées et les expériences pratiques, nous dûmes, dans presque toutes les coopératives, soutenir un dur combat avec les porteurs de tendances capitalistes qui ont donné dans toute sorte de spéculations jusqu'à la criminalité ouverte et le vol des

biens coopératifs. Aujourd'hui aussi et même longtemps encore à l'avenir, nous avons et nous aurons — en dépit du changement essentiel qui s'est opéré chez nous dans le rapport des forces entre le socialisme et le capitalisme sur le plan économique — à mener une lutte ininterrompue contre de telles tendances capitalistes dans les coopératives. Il n'est donc rien de plus préjudiciable au développement de notre coopératisme que les diverses théories de son évolution automatique dans le sens du socialisme. En observant de telles théories, nous serions semblables aux vieux »socialistes« petits-bourgeois qui croyaient pouvoir repousser et liquider le capitalisme automatiquement, d'une façon idyllique, sans heurts et sans luttes, au moyen de coopératives.» («Le Communiste» № 3, septembre 1947 — E. Kardel: Les coopératives agricoles dans l'économie planifiée.) A la conférence de septembre dernier du Bureau d'Information, le camarade Kardel a parlé également de la différenciation des classes et de la nécessité inévitable de lutter contre les éléments capitalistes au village. Celui qui veut connaître la ligne toute de principes que le PCY observe en ce qui concerne la campagne n'a qu'à consulter un grand nombre de documents prouvant que le PCY n'a pas abandonné dans ses conceptions la ligne du marxisme-léninisme, et ne l'abandonne pas aujourd'hui non plus. Mais le PCY ne s'est pas contenté de paroles, il a appliqué et continue d'appliquer cette ligne dans la pratique, à l'aide de toute une série de mesures auxquelles on a procédé et procède toujours dans les campagnes. Nous en citerons quelques unes:

1. — La réforme agraire a non seulement liquidé les vestiges de la grande propriété foncière mais a même limité la possession terrienne des éléments capitalistes dans la campagne. En vertu de la Loi sur la réforme agraire, ont été expropriés, outre les propriétaires des grands domaines dépassant 25—30 hectares, les riches paysans dont les biens furent aussi réduits à 20—35 hectares de terre arable. La Loi interdit l'achat des terres dépassant cette limite et empêche la spéculation avec la terre ainsi que l'usurpation des biens des paysans pauvres de la part des paysans riches.

Ainsi, la réforme agraire en Yougoslavie a été appliquée non seulement au détriment des gros propriétaires fonciers, mais a même frappé les paysans riches au profit des paysans laborieux, portant ainsi un coup à tous les éléments capitalistes dans la campagne. Nous savons qu'il n'en fut pas de même en Pologne, par exemple, où les domaines qui ne tombent pas sous le coup de la réforme agraire atteignent 50 hectares et même 100 hectares dans les régions occidentales. Ce maximum est également de 50 hectares en Tchécoslovaquie et en Roumanie. La Loi sur la réforme agraire en Hongrie a laissé les propriétés de 400 hectares. Ces faits illustrent nettement jusqu'à quel point l'un ou l'autre des pays est allé dans la limitation des éléments capitalistes au village.

2. — La différenciation des classes et la limitation des éléments capitalistes dans les campagnes se reflètent également dans le système d'impôts sur le revenu des cultivateurs. Selon le taux d'imposition en 1947, les exploitations qui ont un revenu annuel allant jusqu'à 16 mille dinars et qui constituent 59,7% de tous les domaines, payent 10,7% de l'impôt totalisé sur le revenu. Les domaines dont le revenu va de 16 à 50 mille dinars par an constituent 32,1% du nombre total des domaines et payent 35,1% des impôts, tandis que ceux dont les revenus dépassent les 50.000 constituent 8,2% des domaines et payent 54,2% de l'impôt total sur les revenus des cultivateurs. Il en résulte que dans la première catégorie l'impôt est réparti à raison de 493 dinars par personne, dans la deuxième à raison de 3.000 et dans la troisième à raison de 18.130 dinars par personne.

3. — Lors de l'achat des céréales et d'autres produits agricoles par l'Etat, compte a été tenu de la différenciation des classes à la campagne. L'année dernière, les paysans ne possédant que 1—3 hectares remettaient obligatoirement 250 kg de blé par hectare; ceux ayant 3—10 hectares — 310 à 690 kg; les propriétaires de 15—20 hectares — 1.150 kg et ceux qui possédaient plus de 20 hectares — 1.300 kg de blé par hectare. Le Décret sur l'achat des céréales par l'Etat pour l'année 1948 a maintenu la même ligne: les paysans possédant 2—3 hectares de terre arable remettent 10—20% du rende-

ment; ceux qui possèdent 3—10 hectares — 15—55%, et ceux dont les biens dépassent 10 hectares — 68—85%. C'est suivant des principes semblables que s'effectue l'achat de la laine, de la viande et de quelques autres produits agricoles. L'achat des céréales par l'Etat constitue un moyen puissant pour la limitation de la spéculation et de l'enrichissement des éléments capitalistes par la vente des excédents, en garantissant, en outre, le ravitaillement de la population urbaine à des prix fixés.

Il est dit dans la Résolution qu'après la critique faite par le CC du PC (b) de l'URSS, les dirigeants yougoslaves se sont empressés de publier une nouvelle loi relative à l'impôt sur le blé pour les paysans, qui n'a pas été préparée et qui ne peut en conséquence que compromettre l'approvisionnement de la population urbaine en blé. Ce fait prouve à quel point les camarades du Bureau d'Information sont médiocrement et fausement informés sur les mesures appliquées dans nos villages. Il n'existe chez nous aucune loi relative à l'impôt sur le blé pour les paysans et qui aurait quoi que ce soit de commun avec la loi du même nom valable en Union soviétique. C'est le Décret sur l'achat des céréales par l'Etat qui fut promulgué chez nous pour l'année 1948 et que nos camarades du Bureau d'Information ont confondu avec une loi relative à l'impôt sur le blé pour les paysans. Ce Décret n'a été apporté ni avec précipitation ni sous l'influence d'une critique quelconque du dehors, car c'est depuis 1946 que de tels décrets sont promulgués annuellement et chacun d'eux est préparé et élaboré sur la base des expériences des années précédentes et du développement du rapport des classes à la campagne et dans le pays en général. Le Décret pour l'année 1948 a été soigneusement préparé déjà au cours de l'année 1947. Tous ces décrets, y compris le dernier, sont dirigés contre les éléments capitalistes au village; aussi peuvent-ils être appliqués et s'appliquent-ils, en effet, uniquement à travers la lutte contre ces éléments. De nombreux documents prouvent l'existence de cette lutte. Nos militants dans les campagnes, nos camarades des organes locaux du pouvoir populaire qui supportent tout le poids de cette lutte ont été stupéfiés en apprenant les assertions fantastiques que des personnages

aussi responsables ont avancées sur une prétendue paix des classes dans nos villages.

4. — Le système des prix conjugués a été établi également dans le but de limiter les tendances spéculatrices des paysans riches et d'aider l'approvisionnement des paysans laborieux en produits industriels. Ce système permet aux paysans d'échanger leurs excédents de blé à des conditions avantageuses contre des articles industriels. Pour ce qui concerne les paysans riches, un plafond fut établi limitant leur vente de blé à des prix conjugués.

En outre, les paysans riches ne peuvent vendre à des prix conjugués que certains produits déterminés, tandis que les paysans pauvres peuvent vendre à ces prix tous leurs produits y compris les légumes, fruits, foin, etc. Qui plus est, les prix des produits vendus essentiellement par les paysans pauvres sont plus avantageux que ceux des produits vendus par les paysans riches. Ensuite, les paysans pauvres des régions improductives non seulement peuvent vendre tous leurs produits à des prix conjugués, mais ils ont même le ravitaillement garanti en produits industriels au cas où ils ne disposent pas de produits nécessaires pour l'échange. Les paysans pauvres reçoivent, en outre, une avance de 40% en argent ou en bons leur permettant de se procurer des articles industriels au compte des produits agricoles qu'ils auront remis à l'Etat à des prix conjugués.

La limitation des possibilités d'exploitation des éléments capitalistes est assurée aussi par le fait que les paysans riches ne peuvent pas disposer seuls des machines agricoles pendant la saison des travaux ni les prêter aux paysans pauvres, car les machines sont mobilisées pour l'exécution du plan des travaux agricoles.

L'application de cette ligne de soutien des paysans pauvres et moyens et de limitation des éléments capitalistes au village est accompagnée de la lutte contre la résistance de ces derniers qui s'opposent opiniâtement et trouvent toujours de nouvelles formes de combat pour défendre leurs intérêts, pour saboter les mesures que l'Etat populaire introduit dans les campagnes. Dans cette lutte le Parti mobilise les organisations de masse, s'appuie

sur le soutien des paysans laborieux et avance constamment dans la voie de la limitation des éléments capitalistes. Autant que nous sachions, aucun autre pays de démocratie populaire n'a atteint dans cette lutte de tels résultats.

Où sont donc les faits qui justifieraient les accusations selon lesquelles nous n'effectuons pas la différenciation des classes dans le village et selon lesquelles nous suivons »la théorie et la pratique d'une intégration pacifique des éléments capitalistes au socialisme«? Les faits réels prouvent, au contraire, que notre Parti n'observe pas dans les campagnes la ligne politique du parti des populistes, du parti des koulaks et que les accusations du Bureau d'Information sont dénuées de fondement.

La Résolution de ce Bureau nous accuse, en outre, que nous allons trop directement vers la liquidation des éléments capitalistes, vers la liquidation des koulaks en tant que classe. Ceci est qualifié ensuite de politique »aventuriste et non-marxiste« de notre Parti.

Après ces accusations, on nous propose la voie à suivre: »Afin de liquider avec succès les koulaks en tant que classe et, par conséquent, les éléments capitalistes à la campagne, le Parti doit accomplir un long travail préparatoire et préliminaire pour limiter les éléments capitalistes à la campagne, pour renforcer l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière, pour développer l'industrie socialiste capable d'organiser la production des machines nécessaires au travail collectif dans l'agriculture. La précipitation dans ce cas ne peut que causer des préjudices irréparables. Le passage de la limitation des éléments capitalistes à la campagne à leur liquidation n'est possible que sur la base de ces mesures soigneusement préparées et conséquemment appliquées.«

On nous propose donc de suivre la voie que nous suivons déjà. Il serait difficile de trouver dans notre Parti quelqu'un qui estimerait qu'on puisse suivre une autre voie. En ce qui concerne les citations dans la Résolution, qui devraient servir de preuve que nous ne suivons pas cette voie, elles n'en disent rien. Extraites du contexte, elles ne font que ressortir le but que s'est posé le PCY

— à savoir la liquidation des éléments capitalistes en Yougoslavie. Et nous nous en tenons à cela. Quant à la voie et au rythme de cette liquidation, ils sont nettement envisagés dans le même discours du camarade Kardel et dans toutes les déclarations que nos dirigeants responsables ont faites au sujet de notre politique à la campagne.

Du Plan quinquennal et des mesures concrètes que le Parti a entreprises dans les campagnes, il ressort que notre activité porte sur la limitation des éléments capitalistes au village; que nous soutenons les paysans pauvres et moyens; que nous avons placé au premier plan l'industrialisation et l'électrification qui serviront de base pour la transformation socialiste du village; que nous nous employons à renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans; que nous développons le coopératisme agricole des plus basses formes aux plus évoluées en y assurant la direction des paysans pauvres et moyens. Dans notre pays, les coopératives agricoles comptent aujourd'hui 2.200.000 membres et environ 10.000.000 de consommateurs; les coopératives de travail sont au nombre de 910 comprenant 46.560 familles. Nous avons construit et nous construisons encore des fabriques pour l'approvisionnement de notre agriculture en outils. Nous aurons bientôt notre première usine de tracteurs; 4.000 centres coopératifs sont en voie de construction. Une telle ligne et un tel rythme ne sont point aventuristes; c'est, bien au contraire, la ligne du marxisme-léninisme dans la transformation socialiste du village. Elle s'est avérée comme correcte dans la pratique, aussi nous persistons à la suivre.

Les camarades des pays de démocratie nouvelle ont eu l'occasion de connaître et ont en effet pris connaissance de la politique suivie par notre Parti dans les campagnes. Jamais cette politique n'a été l'objet d'une critique tant soit peu sérieuse; bien au contraire, elle était souvent citée en exemple aux pays de démocratie populaire. Lors de la conférence du Bureau d'Information tenue l'an dernier en Pologne, notre politique dans les campagnes, exposée consciencieusement par le camarade Kardel, n'a pas provoqué de critique. Personne ne nous a reproché ni accusé d'aider à l'accroissement des éléments capitalistes dans les villages ou de tendre à les liquider

prématurément. Et voilà qu'à présent on nous accuse de ces deux choses à la fois.

La Résolution a soulevé aussi la question de l'accroissement des éléments capitalistes dans les villes. Cette affirmation est encore moins fondée et on n'a même pas essayé de l'appuyer par une preuve quelconque. Et en effet, il est bien difficile de prouver une chose pareille, car le développement de notre économie depuis la libération jusqu'à nos jours offre des preuves tout à fait contraires.

La liquidation des éléments capitalistes dans les villes a commencé, en Yougoslavie, déjà au cours de la lutte de Libération nationale. Grâce aux mesures prises contre la bourgeoisie félonne sur la base d'une décision de l'AVNOJ (Conseil antifasciste de Libération nationale de Yougoslavie) en 1944, il fut procédé à la confiscation de la majeure partie de l'industrie, des banques et du gros commerce. C'est ainsi que dès 1945 se trouvaient 55% de toute l'industrie entre les mains de l'Etat, cependant que seulement 18% demeuraient propriété privée et que 27%, représentant la part du capital étranger investi en Yougoslavie, se trouvaient sous sequestre. En 1947, le secteur étatique de l'économie englobait déjà toute l'industrie d'intérêt fédéral et républicain et 70% de l'industrie locale, toute les banques, tout le gros commerce, tous les transports et moyens de communication ainsi que 90% du commerce au détail. Le commerce extérieur devint monopole d'Etat et le capital étranger investi en Yougoslavie passa aux mains de l'Etat yougoslave. Au cours de l'année 1948, l'industrie locale toute entière devint aussi propriété de l'Etat ou des coopératives. Le commerce de détail privé est en liquidation. Peut-on donc parler du développement des éléments capitalistes dans les villes? Bien au contraire, tout ce qui vient d'être exposé témoigne du développement rapide du secteur socialiste et de la prise des leviers de commande dans l'économie par le secteur socialiste. C'est ce qui a d'ailleurs rendu plus facile la continuation de la lutte contre les restes du capitalisme dans l'économie.

Dans les villes et dans les campagnes, il existe, en outre, des entreprises artisanales privées. Il s'agit de petits

artisans travaillant de leurs propres mains et dont 38,5% seulement ont des apprentis, des ouvriers et des aides. En moyenne générale, chaque deuxième atelier artisanal utilise les services d'un ouvrier salarié. Les artisans sont organisés dans des coopératives. A l'aide de différentes mesures appropriées, l'Etat mène la lutte contre les tendances capitalistes dans l'artisanat. L'existence des artisans individuels se prolongera dans le socialisme. Leur production représente un complément à la production industrielle pour tout ce qui concerne les besoins locaux. Des artisans, organisés dans des coopératives, existent encore aujourd'hui en Union soviétique.

La nationalisation des restes de la petite industrie privée et du commerce privé à laquelle on a procédé récemment ne représente pas une mesure législative gauchiste et prématurée et dont la mise en pratique n'aurait pas été préparée, comme l'affirment les camarades du Bureau d'Information, car c'est dès l'année dernière que les préparatifs de ce genre ont commencé. Des commissions spéciales ont été créées à cet effet. Durant l'hiver dernier, des cours commerciaux et d'hôtellerie ont été organisés pour la formation de cadres destinés à prendre la gestion des entreprises en question. Pas moins de 21 mille personnes ont passé par ces cours. L'exemple de Belgrade suffit à prouver combien cette action a été solidement préparée: en 24 heures, 1170 magasins de commerce privé y furent fermés, dont 1070 continuaient, dès le lendemain, à fonctionner normalement, gérés par le personnel de l'Etat. Cet exemple montre lui aussi combien était peu fondée l'accusation relative à notre «aventurisme».

Nous savons que le socialisme ne peut être et n'est construit dans notre pays qu'à travers la lutte contre les survivances du capitalisme. Nous savons que certains éléments capitalistes peuvent provisoirement s'accroître, renforcer leur résistance et même remporter en cela quelques succès, mais pris dans leur ensemble ils ne cessent pas de faiblir. Ceux qui nous critiquent devraient nous indiquer une meilleure voie dans la lutte contre les vestiges du capitalisme. Nous admettons qu'il y ait chez nous des carences, qu'on puisse faire aussi quelque chose de

mieux, mais pour le démontrer il faut bien connaître la situation concrète dans notre pays, le rapport des forces entre les classes; or, c'est précisément là qu'est le côté faible de la Résolution.

La limitation et le refoulement des éléments capitalistes des villes et des campagnes ainsi que le renforcement du secteur socialiste et l'édification du socialisme en Yougoslavie sont des faits qui ne peuvent être réfutés par aucune résolution, aucun article, aucun discours. Notre Parti a su appliquer aux conditions existantes dans notre pays l'enseignement de Lénine et de Staline sur l'édification du socialisme; il a su en même temps vérifier et rectifier dans la pratique sa ligne de conduite. Le Parti a su entraîner la classe ouvrière et les masses comptant par millions, dans la lutte pour l'édification du socialisme. Les résultats de cette lutte, l'esprit d'initiative, l'élan créateur des masses, les succès obtenus jusqu'ici — tout cela montre que la voie que nous suivons est juste dans son fondement. Un Parti qui serait »populiste, des koulaks, boukhariniste, bernsteinien, trotskiste, bureaucratique et sectaire, aventuriste, dissous dans le Front populaire, semi-légal...« etc. n'aurait jamais pu remporter de tels succès, n'aurait jamais pu mener les masses populaires et jouir de leur confiance, de même qu'il n'aurait pu, dans la situation présente, demeurer uni comme il l'est.

Les camarades qui critiquent ainsi l'activité du Parti communiste de Yougoslavie et la situation dans ce parti n'ont pas pris la bonne voie. Dans sa Déclaration, le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie a justement souligné que »... en tant que méthodes employées, il est inadmissible que l'estimation de son activité soit faite sur la base de citations isolées prises dans des périodes les plus diverses de la lutte ou sur la base de faits particuliers pris isolément et même défigurés. Le CC du PCY estime qu'en évaluant la politique du PCY aussi bien que celle d'autres partis, la pratique du parti doit être considérée en premier lieu — c'est-à-dire qu'il faut se rendre compte si le parti obtient ou non des succès dans la lutte pour la transformation socialiste du pays, si, pris dans leur ensemble, les éléments capitalistes se renforcent

ou s'affaiblissent, si le secteur socialiste de l'économie nationale se renforce ou s'affaiblit.»

Si l'on avait appliqué cette méthode d'appréciation, on ne serait jamais arrivé à la conclusion aussi peu fondée et erronée que les éléments capitalistes se raffermissent tant dans nos villes que dans nos campagnes.

Une sérieuse analyse de la ligne suivie par notre Parti dans l'édification du socialisme sous les conditions spécifiques que sont les nôtres, ne peut pas être faite hors du pays, sur la base d'informations fournies par des éléments fractionnels et calomniateurs, sur la base d'opinions des agents diplomatiques et d'autres particuliers, pas plus que sur la base d'extraits de discours. Il aurait fallu procéder autrement, suivant la méthode que nous enseignent le marxisme-léninisme. C'est alors qu'une analyse et une critique auraient été utiles au Parti communiste de Yougoslavie, car elles auraient servi à découvrir, pour autant qu'elles existent, les véritables fautes, les irrégularités réelles. Cela aurait été utile aussi pour les autres pays de démocratie nouvelle qui construisent le socialisme, car, parmi tous ces pays, le Parti communiste de Yougoslavie possède indubitablement la plus vaste expérience en la matière. Et enfin, cela aurait été une contribution à la théorie et à la pratique de l'édification du socialisme ainsi qu'à l'unité des pays de démocratie nouvelle dans cette édification.

»Borba« — 11 juillet 1948

Vlaïko Bégovitch

L'ABSENCE DE PRINCIPES EN TANT QU'ARME
DANS LA LUTTE POUR LES »PRINCIPES«

La Résolution du Bureau d'Information de certains Partis communistes était destinée à jouer le rôle d'un document du Parti sur la prise de position unanime de huit partis communistes à l'égard des déviations idéologiques d'un parti communiste. Elle devait donc jouer le rôle d'un document du mouvement ouvrier international pour la défense de la pureté des principes du marxisme-léninisme contre le parti qui les a »trahis«.

Ce devait être la face de la Résolution. Cependant, sa »popularisation«, tout au moins de la part de certains partis, n'a révélé que le revers qui n'a pas pu et ne peut pas se dissimuler. Chaque heure d'existence de cette résolution en butte à l'opinion publique et à l'examen au sein des masses laborieuses retournait toujours plus la doublure luisante de la prétendue discussion théorique, et l'aspect réel de cette attaque brutale et sans principes apparaissait toujours plus à la lumière du jour. C'est ainsi que la Résolution que le Bureau d'Information a introduite délibérément et pourtant d'une façon aussi irresponsable dans l'histoire contemporaine, loin d'être un document pour la défense des principes révolutionnaires, s'est révélée comme une entreprise dépourvue de tout principe.

L'absence de principes dans la Résolution du Bureau d'Information ressort nettement de son contenu même, des faussetés et des contradictions évidentes qu'elle renferme, de l'injustice criante faite au Parti communiste de Yougoslavie, aux peuples de Yougoslavie et aux acquisitions qu'ils ont remportées précisément sous la direction qui est l'objet de cette attaque outrageante et brutale. Ce manque de principes a saisi d'étonnement non seulement

les masses des membres de notre Parti mais aussi ceux du Front et presque tous les citoyens de Yougoslavie. Personne dans notre pays ne s'est demandé si les accusations du Bureau d'Information étaient fondées, car leur fausseté était si évidente qu'elles faisaient mal comme une offense. Les gens se demandaient seulement: que voulait-on par cette attaque, ou plutôt: n'ont-ils donc pas réfléchi à l'effet qu'elle produira? Dans leur aveuglement, les directions de certains partis communistes du Bureau d'Information ont dévié, soi-disant au nom de la pureté des principes révolutionnaires, dans le chemin des contre-vérités et des calomnies qui leur font perdre de plus en plus toute mesure et toute notion de la simple morale, sans parler de la morale communiste. Dans toute cette affaire, nous voyons que la presse de certains partis communistes s'abaisse jusqu'à employer le vocabulaire et les méthodes de la presse réactionnaire en se servant de pures inventions, en altérant sciemment les faits et en trompant délibérément les masses laborieuses.

Les dirigeants des partis frères dans certains pays savent, par exemple, très bien que jusqu'à présent nous n'avons même pas été informés officiellement de la Résolution du Bureau d'Information, qu'ils ne nous l'ont pas du tout communiquée mais que nous avons été contraints de la chercher dans les comptes-rendus des agences de presse. Ils ont voulu la soustraire le plus longtemps possible à notre connaissance afin de gagner plus de temps pour développer leur »critique« contre nous avant que nous puissions répondre. Après la conférence du Bureau d'Information où la Résolution fut adoptée, la composition du dernier numéro du journal »Pour une paix durable, pour une démocratie populaire« était déjà préparée dans une imprimerie de Belgrade, la première et la moitié de la deuxième page, laissées vides, ayant été réservées pour la Résolution et l'article de fond. Les choses en restèrent là, même lorsque la rédaction de ce journal eut reçu le texte de la Résolution, bien qu'il n'y ait eu aucun empêchement à ce qu'elle fût imprimée. Toutefois, la rédaction emporta les clichés des pages composées à Bucarest où elle fit imprimer le numéro du journal. Entre temps, le texte de la Résolution était déjà publié dans le journal »Borba«.

Et à présent, il y a des journaux et des dirigeants de partis communistes qui déclarent et écrivent que nous n'avons pas publié la Résolution du Bureau d'Information pour la raison que nous voulions la dissimuler à nos masses! C'est ainsi qu'a agi le secrétaire du Parti communiste français Jacques Duclos; c'est ainsi qu'a agi également l'organe du Parti communiste italien «Unità» qui, **trois jours** après la publication de la Résolution dans «Borbas», alors qu'un grand nombre de nos organisations l'avaient déjà discutée parallèlement à la déclaration de notre Comité central, écrivait qu'elle n'avait pas été publiée en Yougoslavie! «Unità» ajoutait encore: «Le dernier numéro du bulletin du Bureau d'Information, qui s'imprime à Belgrade, ne paraîtra pas étant donné qu'il devrait publier le texte intégral de la Résolution.»

Mais, alors que nous avons publié la Résolution du Bureau d'Information dès que nous l'avons eue entre les mains, aucun journal des partis du Bureau d'Information n'a publié, jusqu'à aujourd'hui encore, la déclaration de notre Comité central! Qui dès lors dissimule les choses à ses membres; qui est-ce qui empêche la discussion objective du «litige» devant les masses et qui est-ce qui l'évite nous ou ceux qui nous critiquent «au nom des principes»?

Le même jour où les journaux de Belgrade publiaient les résolutions des étudiants belgradois qui condamnaient la Résolution du Bureau d'Information et approuvaient l'attitude de notre CC, l'organe du PC de Tchécoslovaquie publiait la fausse nouvelle, inventée par une journaliste américaine, selon laquelle les étudiants belgradois se seraient déclarés contre nos dirigeants. «L'Humanité» et «Ce Soir» rivalisaient de zèle dans la publication d'inventions infâmes au sujet de divers accords qui auraient été réalisés entre la Yougoslavie et les impérialistes. Voici les titres d'un numéro de «L'Humanité»: «Washington promet une nouvelle aide à Tito», «Tito demande 500 millions de dollars à la Banque Internationale et signe un accord commercial avec Londres». En grosses lettres, «L'Humanité» annonçait que cet accord englobait une somme de plus d'un million et demi de francs, puis transmettait une information du journal degaulliste «Paris-Presse» selon laquelle des négociations seraient en cours à Washington en vue

de l'adhésion de la Yougoslavie au plan Marshall, et ajoutait: **Ces faits** (c'est moi qui souligne — MP) révèlent le renforcement des liens économiques entre la Yougoslavie et les puissances anglo-saxonnes». »L'Humanité« n'a-t-elle pas honte de souiller ses traditions glorieuses en se faisant l'écho de telles calomnies des journaux degaullistes, et cela contre un parti frère qu'il veut »sauver« pour le front démocratique? N'a-t-elle pas honte d'interpréter les affaires commerciales les plus ordinaires entre Etats comme un passage de la Yougoslavie au camp impérialiste? Aurait-elle oublié que la Pologne et la Tchécoslovaquie ont demandé et obtenu des emprunts de cette même Banque Internationale et que la Pologne, presque en même temps que la Yougoslavie, a conclu des affaires commerciales avec l'Angleterre pour une somme plusieurs fois supérieure, ce qui est du reste parfaitement en ordre. Les dirigeants du Parti communiste français croient-ils que nous devrions renoncer à notre propre or et au commerce extérieur basé sur l'égalité des droits, uniquement pour ne pas leur donner l'occasion de dire que nous nous sommes vendus aux impérialistes? Nous leur citerons en réponse le passage suivant de la revue soviétique »Questions économiques« d'avril 1948, qui dans son éditorial intitulé »Tous les chemins mènent au communisme« dit: »L'Etat soviétique part de la possibilité et du désir de coopération entre le système socialiste et le système capitaliste. Les relations économiques entre tous les pays, dans des conditions de pleine égalité de droits, consolident leurs économies et constituent un facteur de renforcement de la paix. (»Questions économiques« № 2, avril 1948, page 14).

Faut-il citer d'autres exemples encore pour illustrer le manque de principes de ceux qui nous accusent de trahir le marxisme-léninisme? Eh bien, en voici encore. L'organe du Bureau d'Information »Pour une paix durable, pour une démocratie populaire« publiait le 15 février dernier l'article de son directeur Youdine, écrit à l'occasion du centenaire du Manifeste du Parti communiste; parlant de la crise économique dans laquelle se débat l'Angleterre, l'auteur écrivait: »En même temps, la Yougoslavie qui tout dernièrement encore était une colonie du capita

anglo-français, un pays semi-agricole, réalise, depuis qu'elle s'est engagée dans la voie du socialisme, de tels succès dans son développement économique et politique que le temps n'est pas loin où elle commencera à surpasser l'Angleterre». Et on nous traite à présent de présomptueux, nous qui n'avons jamais rien dit de semblable! Prenons maintenant la question du Front populaire. Tout le monde sait ce qu'on nous reproche à ce sujet. Mais écoutez ce que le même Youdine écrit dans le même article: »Nous trouvons dans les pays de démocratie populaire un nouvel enrichissement et une nouvelle concrétisation des idées du marxisme-léninisme en ce qui concerne l'unité de la classe ouvrière avec la majorité du peuple travailleur. Ces idées sont développées le plus conséquemment en Yougoslavie où le Front populaire groupe 7 millions d'hommes, (attention! Youdine a oublié de les différencier par classes — MP) soit presque toute la population adulte du pays. Le Front populaire n'est pas une simple coalition de partis mais une organisation sociale et politique du peuple dans laquelle le rôle dirigeant appartient à la classe ouvrière avec le Parti communiste en tête. Le Front de la Patrie bulgare se transforme lui aussi en une organisation sociale et politique du peuple tout entier«.

Faut-il citer d'autres exemples encore du manque de principes dans les critiques du Bureau d'Information et chez les promoteurs de cette critique contre notre Parti?

En voici. Chacun a pu lire dans le projet du programme de notre Parti le nom de Staline à côté de ceux de Marx, Engels et Lénine. Cependant, le membre du CC du Parti des travailleurs hongrois, Joseph Révai, nous pose la question: »Est-ce une calomnie ou une vérité si je dis que dans le programme du PCY le nom de Staline n'est pas mentionné?« Nous lui répondons: c'est une calomnie.

On nous reproche aussi d'user de »méthodes despotiques et terroristes« alors même où ceux qui se lèvent contre nous pour se faire les défenseurs des méthodes justes du Parti arrêtent en Hongrie les Yougoslaves qui ne veulent pas signer la condamnation de notre Parti, et retirent le mandat de député au représentant de la minorité nationale yougoslave. Il n'est même pas besoin de parler des procédés semblables usés en Albanie.

Cependant, ces exemples ne témoignent pas seulement du manque de principes mais aussi du fait que la Résolution du Bureau d'Information a eu pour conséquence que les directions de certains partis communistes ont amené leur presse à se servir d'inexactitudes et de calomnies contre un Parti frère et ses dirigeants qu'ils ont tenus en si haute estime jusqu'ici. C'est là peut-être le résultat le plus fâcheux et le plus négatif de la Résolution du Bureau d'Information. Les dirigeants de ces partis prolétaires frères se demandent-ils ce que signifie pour notre prolétariat et toutes nos masses laborieuses de se trouver devant un fait aussi inattendu et inconcevable? Et que pensent-ils qu'il adviendra lorsqu'un jour les masses des membres de ces partis et les masses laborieuses qui sont sous leur influence, se rendront compte des inexactitudes et des calomnies qu'ils ont mises en oeuvre contre le Parti communiste yougoslave que ces masses tiennent en si haute estime?

Les journaux des partis du Bureau d'Information n'ont même pas publié les plus courts extraits du projet de programme de notre Parti et dans certains pays ils ne l'ont même pas mentionné. Mais par contre, les camarades italiens disent que notre programme est hypocrite, car, prétendent-ils, nous ne songeons pas à l'exécuter! Peut-on tomber plus bas dans l'irrespect des principes? Probablement oui, aussi attendrons-nous d'autres exemples. Le dirigeant du Parti des travailleurs hongrois, Rakochy, n'a pas rougi lorsqu'il a dit à un meeting que nous avons convoqué notre Congrès à la hâte et que nous avons »bâclé« notre programme. Voici par quels procédés, qui sont aussi éloignés de l'esprit du parti que la terre l'est du ciel, ces défenseurs du marxisme-léninisme entendent liquider les dirigeants d'un parti auprès desquels, pendant trois ans, ils n'ont cessé de venir pour apprendre quelque chose.

Il en est à peu près de même dans toutes les questions que la Résolution du Bureau d'Information a soulevées devant l'opinion. Toutes les inexactitudes et toutes les calomnies sont »analysées« dans la presse des différents partis communistes et dans les discours de leurs diri-

geants. En fait, »l'analyse« de ces questions soi-disant de principe consiste à amplifier à volonté les inexactitudes et les calomnies du Bureau d'Information. Citons encore un exemple. Alors que la Résolution, tout à fait à tort du reste, accuse nos dirigeants de vouloir édifier le socialisme sans le soutien des partis communistes dans les autres pays, sans le soutien des pays de démocratie populaire, sans le soutien de l'URSS, alors qu'elle les accuse de croire que la Yougoslavie n'a pas besoin de l'aide de ces forces révolutionnaires — les »analystes« vont plus loin encore. Tel, Georges Dez, secrétaire général du Parti ouvrier roumain, qui, dans son article publié dans le dernier numéro du journal »Pour une paix durable, pour une démocratie populaire«, écrit au sujet de l'édification du socialisme en Yougoslavie: »...le socialisme ne peut pas être édifié dans un ou plusieurs pays sans l'aide de l'URSS et contre elle, sans l'aide des démocraties populaires et contre elles, sans l'appui du mouvement ouvrier international et contre lui **comme l'affirment les dirigeants yougoslaves actuels** (c'est moi qui souligne — MP).

Peut-on aller plus loin dans la dénaturation de la vérité? Après de tels exemples on ne saurait plus rien certifier.

Voilà donc le côté idéologique de la Résolution du Bureau d'Information; voilà en quoi consiste la »critique de principe« qu'on veut nous voir accepter comme une critique amicale et de principe en vertu de laquelle les éléments »sains« de notre Parti devraient s'insurger contre leurs chefs du Parti et de l'Etat afin de contenter certains dirigeants d'autres partis qui, pendant quatre ans et quatre fois par jour, ont vainement appelé, à la radio, leur peuple à la lutte contre l'occupant et qui, dans leur pays libéré, sont arrivés en avion, la pipe entre les dents, alors que nous autres, nous conquérions notre liberté à pied, les armes à la main, en chassant l'ennemi et en nous rencontrant avec l'Armée Rouge à la façon dont se rencontrent deux armées: la petite avec la grande, l'auxiliaire avec la principale, l'une comptant un million et l'autre plusieurs millions — mais toutes deux libératrices et révolutionnaires, toutes deux marquées de l'étoile à cinq

branches sur le képi de leurs soldats. Et c'est sur la base de telles »critiques de principe« qu'on voudrait nous voir avouer des crimes que nous n'avons pas commis!

Qui ne voit pas maintenant, à la lumière des résultats qu'elle a engendrés, que la Résolution du Bureau d'Information s'avère comme une grande aberration et une grande faute historiques. Dans ces conditions il est difficile de se libérer de l'impression que par une telle campagne contre le PCY on essaie, ne fût-ce que temporairement, de rabaisser le grand prestige que les peuples de Yougoslavie ont acquis dans le monde par leur lutte héroïque, par leur révolution — qui a renversé le pouvoir de la bourgeoisie pour instaurer, sous la direction du PCY, celui du peuple travailleur avec la classe ouvrière en tête — par leur élan au travail et le rythme rapide de l'édification socialiste de leur pays. Il est difficile également de se libérer de l'impression que par cette campagne on essaie de réduire à rien le grand prestige que le Parti communiste de Yougoslavie a acquis dans le monde démocratique tout entier en tant qu'organisateur et dirigeant de toutes les acquisitions de la Yougoslavie nouvelle, et de salir, sans aucun scrupule, la plus noble figure dans l'histoire des peuples yougoslaves, la figure héroïque du guide et de l'éducateur de nos peuples **Tito** qui est aimé et estimé dans toutes les parties du monde où des peuples luttent pour leur émancipation et pour le progrès, et dont le nom est devenu un des cris de guerre qu'on pousse en maints endroits loin de la Yougoslavie. Mais ces tentatives resteront sans succès. Et pensez donc quelle naïveté! Ce sont les éléments »sains« du Parti communiste de Yougoslavie lui-même qui devraient, en premier lieu, concourir à cette besogne! Mais, comme l'a dit non sans esprit un membre du Parti à la réunion d'une unité de base: »Je croyais, jusqu'à présent, que j'étais un bon communiste, que j'étais un élément »sain«, mais, depuis que j'ai lu la Résolution du Bureau d'Information, je suis devenu un des éléments les plus malsains; je n'accepterai jamais leur Résolution!«

Après tout ce que nous venons d'exposer, nous pouvons dire que la Résolution du Bureau d'Information, de

par sa teneur, son argumentation, le ton général qui s'en dégage, la manière dont elle a été apportée, de par tout son avant-propos et surtout, de par la façon dont on la propage actuellement, représente un phénomène nouveau dans le mouvement ouvrier international; elle laisse l'impression d'un groupement fractionnel sans principes des directions de certains partis communistes en vue de la lutte contre un parti communiste, celui-là même qui, après le Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, est allé le plus loin dans la voie du socialisme.

Une pareille situation ne saurait subsister longtemps car de tels procédés sont incompatibles avec les intérêts du mouvement prolétaire international. Les dirigeants des partis communistes du Bureau d'Information réussiront-ils à se tirer bientôt de cette course surprenante allant à la destruction des conquêtes du mouvement ouvrier international réalisées à prix de sang? Il est difficile pour le moment de le supposer, mais il faut que cela se fasse et cela se fera. Nous ne perdrons ni notre patience ni notre foi.

»Borba« — 10 juillet 1948.

Mocha Piadé